

# Vers la fin des hostilités

Le sommet du G20 pourrait permettre à Washington et Pékin d'enterrer la hache de guerre

**Luxembourg.** Le 28 et 29 juin se déroule le sommet international du G20 à Osaka au Japon. Si les principaux thèmes abordés seront l'économie mondiale, l'innovation et l'emploi, les problématiques liées à l'environnement, au changement climatique et à l'énergie prendront également une place importante. Tandis que les uns essaient de contrecarrer les effets néfastes du réchauffement climatique, d'autres s'affrontent sur des tarifs de douane et des taxes.

Ce sera à Karuizawa que se tiendra le «Ministerial Meeting on Energy Transitions and Global Environment for Sustainable Growth». Cette ville de la préfecture de Nagano n'a pas été choisie par hasard. Elle représente le fleuron japonais en matière d'écologie, basé sur des efforts substantiels de réduction d'impacts sur l'environnement au niveau de la politique publique. En marge du sommet, sera également prévue une nouvelle rencontre entre le président américain, Donald Trump, et son homologue chinois, Xi Jinping. En pleine guerre commerciale, les deux chefs d'État avaient rompu leurs négociations en mai dernier.

L'issue de cette réunion pourrait avoir un impact sur une problématique toute différente.

## Des taux directeurs inchangés

À l'issue de la dernière réunion du comité de politique monétaire de la FED en juin, les taux directeurs n'avaient pas changé, restant dans une fourchette de 2,25 % à 2,50 %. James Bullard, le président de la FED de Saint-Louis, était le seul à vouloir baisser les taux à l'issue de la réunion de juin.

Selon les «dots plots» (représentations anonymes des projections des taux d'intérêts des membres du comité de politique monétaire) d'anticipation de l'évolution de la politique monétaire de la Réserve fédérale, huit membres voient une à deux baisses de taux pour cette année encore, huit autres un maintien et un seul une hausse des taux. Les nouvelles an-



Le président chinois Xi (à gauche) avec le président américain Trump au sommet du G20.

Photo: dpa

ticipations économiques de la FED montrent que les projections des responsables monétaires sur la croissance et l'emploi se sont globalement maintenues.

Par contre, du côté de l'inflation, les projections passent de 1,8 % à 1,5 %. De plus, le seuil de 2 % ne sera probablement pas atteint en 2020. Ces prévisions se basent sur les derniers indicateurs économiques du monde entier, en recul, qui remettent en question la

● La FED prépare le terrain pour d'éventuelles baisses des taux.

vigueur de l'économie mondiale. Aux Etats-Unis, c'est l'industrie manufacturière qui montre de légers signes de faiblesse. L'indice PMI («Purchasing Manager's Index») manufacturier de l'ISM («Institute for Supply Management») qui sera publié la semaine prochaine devrait confirmer cette tendance. Le niveau attendu se situe à 51,5 pour le mois de juin contre 52,1 en mai. Pour les économistes, le moteur de la consommation américaine continue de tourner et les fondamentaux de l'économie restent bons. Cependant, ce sont les problèmes politiques qui menacent.

Malgré les pressions politiques en faveur de baisses de taux, notamment par le biais des critiques

du président Trump, Jerome Powell ne s'est pas laissé intimider en gardant stables les taux. Mais dans ce contexte économique, le président de la FED pourrait bien être contraint de réagir et d'ajuster les taux vers le bas, sauf si un miracle se produit à Osaka.

## De nouvelles opportunités

Le sommet du G20 pourrait offrir une belle fenêtre d'opportunité aux deux protagonistes de mettre fin à leurs hostilités. L'économie américaine s'est dégradée en raison des fortes incertitudes liées aux tensions commerciales. Jerome Powell pourrait donc, sans entrer dans la politique, renvoyer la balle à Donald Trump en l'incitant à trouver une issue à ces tensions

commerciales. D'ailleurs, la bonne performance des marchés financiers au premier semestre 2019 témoigne d'une anticipation d'un compromis sino-américain.

Si la chance du G20 n'est pas saisie, la prochaine échéance sera dans 15 mois, lors des élections présidentielles américaines. Donald Trump (il l'a déjà annoncé) s'y présenterait comme un chef de guerre pour assurer sa réélection, tandis que la Chine s'engagerait pour obtenir sa défaite.

Avec un tel accord, qui est encore loin d'être gagné selon les experts, les anticipations de baisses des taux pourraient de nouveau changer. À la demande de la partie américaine, un entretien téléphonique a eu lieu lundi dernier en préparation de cette entrevue. Le vice-Premier ministre Liu He, le représentant américain au commerce, Robert Lightizer et le secrétaire au trésor, Steven Mnuchin, ont échangé des «opinions sur les questions économiques et sociales».

Mais le président américain a déjà menacé (selon la méthode trumpienne habituelle) d'imposer des droits de douane supplémentaires à l'ensemble des importations chinoises, si les différends commerciaux ne sont pas réglés à l'issue de cette entrevue. De l'autre côté, la Chine est également disposée à relancer les négociations, mais a annoncé que l'empire du milieu luttera jusqu'au bout si Washington intensifie la guerre commerciale.

La FED prépare le terrain pour d'éventuelles baisses des taux. Le discours de l'argentier a quelque peu changé. Le mot «patience» vis-à-vis d'un prochain ajustement des taux a été rayé du communiqué et le rythme de progression de l'économie a été qualifié de «modéré» et non plus de «solide». L'institution semble prête à toute éventualité. Par contre, son président se trouve face à un dilemme: céder à la pression de Trump ou le mettre en rage.

Mike Felten  
Directeur Fortuna Banque s.c.

## Chefdesigner Jony Ive verlässt Apple

**Cupertino.** Der iPhone-Riese Apple verliert einen seiner wichtigsten und bekanntesten Manager. Chefdesigner **Jony Ive** werde das Unternehmen verlassen, um eine eigene Firma zu gründen, teilte Apple mit. „Jony ist eine einzigartige Persönlichkeit in der Design-Welt und seine Rolle bei Apples Revival kann nicht stark genug betont werden“, erklärte Konzernchef Tim Cook. Der Abgang von Ive solle noch in diesem Jahr erfolgen, allerdings werde Apple zu den wichtigsten Kunden des neuen Unternehmens des 52-Jährigen zählen. dpa



## «La solution la plus adaptée»

Fraude fiscale: Carmignac Gestion accepte de payer 30 millions d'euros pour échapper aux poursuites

**Paris/Luxembourg.** Le gérant d'actifs Carmignac Gestion a accepté de payer une amende de 30 millions d'euros pour mettre un terme à une enquête ouverte par le parquet national financier pour fraude fiscale, selon un accord validé hier. Il s'agit de la troisième convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) en France, qui permet à une entreprise de négocier une amende sans aller en procès ni passer par une procédure de «plaider coupable», la première dans un dossier de fraude fiscale.

Ouverte le 14 février 2017 à la suite d'une plainte de l'administration fiscale, cette enquête concernait une minoration de l'impôt sur les sociétés dû par le groupe, grâce à un montage incluant des

sociétés créées au Luxembourg, sur la période allant de 2010 à 2014.

Le groupe, qui a reconnu l'existence du dispositif, a déjà payé au fisc 11,1 millions d'euros au titre des



Le gérant d'actifs est également actif au Luxembourg.

Photo: Gerry Huberty

impôts érudés et quelque dix millions d'euros de pénalités.

## Un poids lourd européen

Fondé en 1989, il est un des poids lourds européens de son secteur, avec quelque 40 milliards d'euros d'actifs sous gestion. À l'audience de validation de l'accord, au tribunal de Paris, la procureure de la République à la tête du parquet national financier, Eliane Houlette, a souligné que la CJIP était «la solution la plus adaptée» dans cette affaire, compte tenu notamment du fait que Carmignac Gestion opère dans un secteur où la réputation est déterminante et qu'elle n'était pas en situation de récidive.

Mme Houlette, qui quittera le PNF à la fin du mois de juin, a éga-

lement fait valoir que, devant un tribunal correctionnel, la sanction encourue par la société aurait été bien moindre, de l'ordre d'un million d'euros. Dans un communiqué, Carmignac Gestion a indiqué avoir «saisi l'opportunité de clore un dossier qui appartenait au passé» et qui concerne «des faits ayant pris fin en 2014» et sans lien avec les fonds qu'elle gère.

La CJIP a été utilisée pour la première fois fin 2017 par HSBC Private Bank, filiale suisse du géant britannique, qui avait accepté de payer 300 millions d'euros pour échapper à un procès pour blanchiment de fraude fiscale. Société Générale s'était ensuite engagée en 2018 à payer 250 millions d'euros en France et aux Etats-Unis. AFP